



PREFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES ACTIONS ET DES MOYENS
DE L'ETAT

Arrêté n° **2012 157 - 0015** du **5 JUIN 2012**

**Objet : Arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation d'exploiter
SOUD'ETAIN ET DERIVES - VIVIEZ**

LE PREFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
- VU** l'arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 autorisant la société SOUD'ETAIN ET DERIVES à exploiter ses installations à la Zone du Bourg à Viviez, 12110
- VU** l'arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : "Métaux et alliages (travail mécanique des)"
- VU** l'arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 : "Métaux et alliages (trempé, recuit ou revenu)"
- VU** la circulaire du 24/12/10 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets
- VU** le « dossier de demande d'autorisation pour la régularisation et l'extension d'une installation classée pour la protection de l'environnement » daté de décembre 2008 transmis par la société Soud'étain le 12 janvier 2009, complété par les rapports d'analyse des rejets atmosphériques des 24 septembre 2010, 8 novembre 2011 et 5 janvier 2011 réalisés par l'APAVE, les courriers de la société Soud'Etain des 4 avril 2011 6 janvier 2012 concernant respectivement la mise à jour du classement ICPE du site et les suites de visite du 6 octobre 2011,
- VU** le rapport et les propositions en date du 5 avril 2012 de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis favorable du comité départemental de l'environnement, et des risques sanitaires et technologiques réuni le 26 avril 2012 et au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 9 mai 2012 à la connaissance du demandeur,

CONSIDÉRANT que les analyses consignées dans les rapports des 8 novembre 2011 et 5 janvier 2011 ci-dessous n'ont pas mis en évidence des flux de polluant de nature à avoir un impact sanitaire mais que la surveillance des rejets atmosphériques doit être maintenue ;

CONSIDÉRANT que les analyses consignées dans le rapport du 5 janvier 2012 ont montré des concentrations en monoxyde de carbone et CO assez élevées pour le conduit étain qui peuvent traduire une éventuelle combustion incomplète qu'un réglage du brûleur pourrait limiter ;

CONSIDÉRANT que les points de rejets atmosphériques de Soud'étain doivent être améliorés ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, et notamment celle de l'atelier « étain », permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SOUD'ETAIN ET DERIVES dont le siège social est situé dans la Zone du Bourg, VIVIEZ, 12110, est autorisée, sous réserve du respect des articles visés ci-dessous et des prescriptions techniques annexées au présent arrêté, à continuer d'exploiter, à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1: LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 est supprimé et remplacé par le présent article.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature:

Rubrique	Intitulé	Activité actuelle du site et volume	Seuil	Régime de classement
2552-1	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non-ferreux (à l'exclusion de celles relevant de la rubrique 2550) La capacité de production étant : 1. supérieure à 2 t/j	Fonderie Zn, Al, Sn 10 t/j	2 t/j	A
2560-2	Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Total: 208 kW Scies: 26,8 kW Presses: 13,2 + 8 kW Tréfilerie: 160 kW	500 kW	D
2561	Recuit des métaux et alliages	Recuit de cuivre: maxi 1,5 t/j		D
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1000 m²	Stockage feuilles d'étain souillées 80 m²	100 m²	NC
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1. La capacité de traitement étant : 2-inférieure à 10 t/j	Traitement feuilles étain – 1 t/j	10 t/j	DC

A (autorisation) – D (déclaration) – DC (déclaration soumis au contrôle périodique) – NC (non classé)

ARTICLE 2 : REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Le titre 3 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 est abrogé et remplacé par le titre 1 Prévention des pollutions atmosphériques des prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

ARTICLE 3 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**ARTICLE 3.1: PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU**

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 est remplacé par le point 3.1.1. Origine des approvisionnements en eau ci dessous.

3.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel	Débit maximal	
			Horaire	Journalier
Réseau public	Viviez	300 m ³ /an	0,5 m ³ /h	4 m ³ /j
Réseau « eau brute » issu d'Umicore	Lot	60 m ³ /an	200 L/h	400 L/j

L'utilisation de toute autre source d'approvisionnement en eau est interdite. L'eau brute est la seule utilisable pour le refroidissement en circuit ouvert des fours de recuit.

ARTICLE 3.2: TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET

Les articles 4.3.3., 4.3.4. et 4.3.9. de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 sont abrogés. La ligne du tableau de l'article 4.3.5. correspondant au point de rejet n°3 est abrogée.

ARTICLE 4 : DÉCHETS

Les prescriptions du TITRE 5. DECHETS de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 sont abrogés et remplacés par le titre 2 : déchets des prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

ARTICLE 5 : PREVENTION DES RISQUES ACCIDENTELS**ARTICLE 5.1: PRÉVENTION DU RISQUE Foudre**

L'article 7.3.4. de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 est abrogé. L'exploitant veille à respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne le risque foudre.

ARTICLE 5.2: PRÉVENTION DES FUITES DE GAZ NATURELS

Les fuites de gaz inflammables sont prévenues par les barrières de sécurité suivantes:

5.2.1. PRESSOSTAT ET VANNES DE SECTIONNEMENT AU POSTE DE DÉTENTE

D'une part, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par une vanne automatique sur la conduite d'alimentation en gaz. Elle assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Cette vanne est asservie à des capteurs de détection de gaz et un pressostat, ce pressostat détectant une anormale chute de la pression. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de cet organe est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

D'autre part, un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances.

5.2.2. BRÛLEURS

Les brûleurs sont équipés de dispositifs permettant de contrôler leur bon fonctionnement et, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les brûleurs comportent notamment un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

5.2.3. SURVEILLANCE DES ZONES À ATMOSPHÈRE EXPLOSIBLE

Des dispositifs de surveillance des zones à atmosphère explosible telles stipulées à l'article 7.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger préétablis par l'exploitant. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Les caractéristiques de ces dispositifs de surveillance sont déterminés par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur position est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit (cf 5.2.4.). Des étalonnages sont régulièrement effectués.

5.2.4. SUIVI ET MAINTENANCE

L'exploitant définit, pour chaque barrière de sécurité citée ci-dessus dans l'article 5.2:Prévention des fuites de gaz naturels , sur la base des indications des concepteurs ou bien des normes en vigueur se rapportant à ce type d'équipement :

- la nature des opérations de maintenance nécessaires à leur efficacité et la fréquence de ces opérations,
- la nature des vérifications et leurs fréquences.

Ces équipements doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Il en est de même pour les moyens d'intervention en cas d'incendie cités au 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004.

L'exploitant constitue un dossier qui permet la traçabilité de ces opérations, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place des mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

ARTICLE 6 : ÉCHÉANCES

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance
5.2.4. Suivi et maintenance	Création d'un dossier de suivi des barrières de sécurité	3 mois à compter de la notification du présent arrêté
1.10 réglage du brûleur du four de l'atelier étain	Réglage du brûleur de l'atelier étain	3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral
1.6 Dispositions générales	Mise en conformité des points de rejets	avant les prochaines campagnes de mesure d'autosurveillance

(Rappel des échéances de l'arrêté préfectoral)

ARTICLE 7 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 8 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 9 - PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 10

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron,
Le Maire de VIVIEZ,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à SOUD'ETAIN et DERIVES

Fait à Rodez, le **5 JUIN 2012**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Cécile LENGLET

ANNEXE

1 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES

CONCEPTION DES INSTALLATIONS

1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

1.2 POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

1.3 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

1.4 VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,

- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

1.5 EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés.

CONDITIONS DE REJET

1.6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet à l'atmosphère doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection et efficacité des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans l'atmosphère.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

L'exploitant met en conformité les points de rejet atmosphérique avec les prescriptions techniques de ce paragraphe et les normes en vigueur avant les prochaines campagnes de mesure d'autosurveillance des émissions atmosphériques sur chacun des conduits telles définies au 1.12 ci-dessous.

1.7 CONDUIT ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

L'installation compte 3 conduits pour les rejets atmosphériques.

Conduit	Atelier	Installations raccordées	Capacité	Combustible	Autres caractéristiques
<u>Conduit zinc</u>	<u>Atelier « Anode »</u>	Four de fusion basculant à bassin (zinc)	580 L	Gaz naturel	Brûleur 500 kW aspiration 6 kW (puissance électrique)
<u>Conduit aluminium</u>		Four de fusion basculant à bassin (aluminium)	1500 L	Gaz naturel	Brûleur 1500 kW aspiration 10 kW (puissance électrique)
<u>Conduit étain</u>	<u>Atelier « étain »</u>	Four rotatif	300 L	Gaz naturel	Brûleur 400 kW aspiration 7,5 kW (puissance électrique)

Par ailleurs, le site comporte, dans l'atelier anode, 4 fours dont les rejets ne sont pas canalisés.

Four de fusion basculant à creuset (alliage mères)	185 L	Gaz naturel	Brûleur 500 kW
Four de fusion à creuset (zinc/aluminium)	50 L	Gaz naturel	Brûleur 100 kW
Four de fusion à creuset (zinc)	170 L	Gaz naturel	Brûleur 165 kW
Four de fusion à creuset (zinc)	170 L	Gaz naturel	Brûleur 165 kW

1.8 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en cm	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimum d'éjection en m/s
Conduit étain	15	35	5000	8
Conduit zinc	-	-	8000	8
Conduit aluminium	-	-	500	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

1.9 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

	Conduit atelier étain	Conduit atelier anode four à bascule zinc	Conduit atelier anode four à bascule aluminium
	Concentrations instantanées	Concentrations instantanées	Concentrations instantanées
SO ₂	300 mg/Nm ³	300 mg/Nm ³	300 mg/Nm ³
Poussières	20 mg/Nm ³	25 mg/Nm ³	25 mg/Nm ³
NO _x en équivalent NO ₂	500 mg/Nm ³	500 mg/Nm ³	500 mg/Nm ³
CO	500 mg/Nm ³	500 mg/Nm ³	500 mg/Nm ³
COVM	110 mg/Nm ³	110 mg/Nm ³	110 mg/Nm ³
Plomb	1 mg/Nm ³	1 mg/Nm ³	1 mg/Nm ³
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5 mg/Nm ³	5 mg/Nm ³	5 mg/Nm ³
Cd + Hg + Tl	0,1 mg/Nm ³	0,1 mg/Nm ³	0,1 mg/Nm ³
As + Se + Te	1 mg/Nm ³	1 mg/Nm ³	1 mg/Nm ³
Chlore gazeux total exprimé en HCl	50 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³

Dioxines et furanes	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	0,1 ng I-TEQ/Nm ³
---------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------

1.10 RÉGLAGE DU BRÛLEUR DU FOUR DE L'ATELIER ÉTAÏN

L'exploitant fait appel, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à un organisme spécialisé qui effectue le réglage du brûleur du four de l'atelier étain dans le but d'optimiser la combustion du gaz naturel et de la matière organique.

Une telle opération est renouvelée selon une périodicité fixée par l'exploitant (et n'excédant pas 3 années) ou pour l'un des trois conduits visés au point 1.7 lorsqu'une analyse d'autosurveillance prévue au 1.12 montre des teneurs anormales en monoxyde de carbone, COVNM, ou méthane.

1.11 VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	four étain			four zinc			four aluminium			total		
	g/h	g/j	kg/an	g/h	g/j	kg/an	g/h	g/j	kg/an	g/h	g/j	kg/an
SO ₂	1500	12000	3000	2400	58000	20000	150	3600	300000	4000	73000	330000
Poussières	100	800	200	200	4800	1700	12,5	300	20000	310	5900	27000
NO _X en équivalent NO ₂	2500	20000	5000	4000	96000	33000	250	6000	500000	6800	120000	540000
CO	2500	20000	5000	4000	96000	33000	250	6000	500000	6800	120000	540000
COVNM	550	4400	1100	880	21000	7300	55	1300	110000	1500	27000	120000
Plomb	5	40	10	8	190	66	0,5	12	1000	14	240	1100
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	25	200	50	40	960	330	2,5	60	5000	68	1200	5400
Cd + Hg + Tl	0,5	4	1	0,8	19	6,6	0,05	1,2	100	1,4	24	110
As + Se + Te	5	40	10	8	190	66	0,5	12	1000	14	240	1100
Chlore gazeux total exprimé en HCl	250	2000	500	400	9600	3300	25	600	50000	680	12000	54000
Dioxines et furanes	0,0005	0,004	0,001	0,0008	0,02	0,007	0,00005	0,0012	0,10	0,0014	0,024	0,11

1.12 AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les mesures portent sur les points de rejet suivants :

Conduit atelier étain

Paramètre	Fréquence
débit	1 fois par an
vitesse	1 fois par an
température	1 fois par an
humidité	1 fois par an
CO ₂	1 fois par an
O ₂	1 fois par an
H ₂ O	1 fois par an
Poussières	1 fois par an
NO _x en équivalent NO ₂	1 fois par an
CO	1 fois par an
HCl	1 fois tous les 3 ans
COVNM	1 fois par an
Plomb	1 fois tous les 3 ans
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	1 fois tous les 3 ans
Cd + Hg + Tl	1 fois tous les 3 ans
As + Se + Te	1 fois tous les 3 ans
Dioxines furanes	1 fois tous les 3 ans

Conduit atelier anode four à bascule zinc

Paramètre	Fréquence
débit	1 fois tous les 3 ans
vitesse	1 fois tous les 3 ans
température	1 fois tous les 3 ans
humidité	1 fois tous les 3 ans
CO ₂	1 fois tous les 3 ans
O ₂	1 fois tous les 3 ans
H ₂ O	1 fois tous les 3 ans
Poussières	1 fois tous les 3 ans
NO _x en équivalent NO ₂	1 fois tous les 3 ans
CO	1 fois tous les 3 ans
Indium	1 fois tous les 3 ans
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	1 fois tous les 3 ans
Cd + Hg + Tl	1 fois tous les 3 ans
As + Se + Te	1 fois tous les 3 ans

Conduit atelier anode four à bascule aluminium

Paramètre	Fréquence
débit	1 fois tous les 3 ans
vitesse	1 fois tous les 3 ans
température	1 fois tous les 3 ans
humidité	1 fois tous les 3 ans
CO ₂	1 fois tous les 3 ans

O ₂	1 fois tous les 3 ans
H ₂ O	1 fois tous les 3 ans
Poussières	1 fois tous les 3 ans
NO _x en équivalent NO ₂	1 fois tous les 3 ans
CO	1 fois tous les 3 ans
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	1 fois tous les 3 ans
Cd + Hg + Tl	1 fois tous les 3 ans
As + Se + Te	1 fois tous les 3 ans

Les rapports d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées.

2 DÉCHETS

Principes de gestion

2.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

2.2 SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

2.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires de transits étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillés.

2.4 DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

2.5 DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, à savoir la fonte des feuilles d'étain, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

Un seul déchet non produit par l'exploitant est admis dans le site. Il s'agit des feuilles d'étain issues de fromagerie et souillées par des résidus de fromages. Jusqu'à 1 tonne par jour et jusqu'à 20 tonnes par mois de feuilles d'étain souillées peuvent être reçues. Il peut être stocké sur le site jusqu'à 25 tonnes de feuilles d'étain souillées sur le site réparties sur une surface de 80 m². Cette surface, bétonnée, est délimitée. Les feuilles d'étain sont stockées dans des bacs étanches plastiques. Le stockage de feuilles d'étain souillées est protégé de la pluie.

2.6 TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

2.7 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Production maximale annuelle	stockage
Déchets non dangereux	15 01 03	Palettes en bois non réutilisable	10 t	Vrac
	15 01 01	Emballage en carton et papier	240 m ³	Benne
	15 01 06	Emballage plastique		
	20 03 01	Ordures ménagères	3 m ³	Bac roulant de 500 L
	16 01 17	Ferraille	5 t	Benne
	02 05 99	Égoutture de l'air de stockage des feuilles d'étain souillées	1 m ³	Cubique conteneur
	10 10 03	Laitiers de four de fonderie	15 t 15 t 0,3 t	Caisse métallique étanche et ouverte de 0,25 m ³ sous le auvent avec les feuilles d'étain
		• étain		
		• zinc		
	10 10 10	• aluminium		
		Poussières de filtration des fumées d'étain	1,5 t	

2.8 EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

2.9 REGISTRE DE SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.